**ORDONNANCE N°009
du 18/01/2024**

**REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

ACTION EN NULLITE DE SAISIE

AFFAIRE

BISC NIGER SA

(SCPA MANDELA)

c/

MOUSSA LARAOU

(Me MOSSI BOUBACAR)

DECISION

Rejette la demande de sursis à statuer formulée par Moussa Larabou ;

Reçoit la BSIC Niger en son action régulière ;

Dit que la saisie des sommes en espèces pratiquée à la requête de Moussa Larabou le 7 septembre 2023 est nulle pour violation de l'obligation de signification de la décision exécutée ;

Lui ordonne par conséquent la restitution du montant de 13.500.000 F CFA saisi, sous astreinte de 100.000 F CFA par jour de retard ;

Dit que l'exécution provisoire de la décision est de droit ;

Condamne Moussa Larabou aux dépens.

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière d'exécution en son audience publique du dix-huit janvier deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Président, avec l'assistance de Maître **ABDOULAYE BALIRA ISSOUFOU**, Greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

BANQUE SAHELO SAHARIENNE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE, (BSIC SA), société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 11.000.000.000 de francs CFA, ayant son siège social à Niamey, agissant par l'organe de son Directeur général, assistée de la SCPA MANDELA, avocats associés, 468, Boulevard des Zarmakoy, B.P : 12 040, Tel : 20 75 50 91/20 75 55 83, Email : mandelav@scpa-mandela.com ;

D'UNE PART,

ET

MOUSSA LARABOU, né le 01 janvier 1934 à Koulabaga Haoussa, de nationalité nigérienne, commerçant, demeurant à Niamey, assisté de Maître MOSSI BOUBACAR, Avocat à la Cour, B.P. : 2312 Niamey ;

D'AUTRE PART,

IBRAHIM SALIFOU MALAM SOFFO, huissier de justice à Niamey ;

ENCORE D'AUTRE PART.

EXPOSE DU LITIGE

Par acte en date du 22 septembre 2023, BSIC Niger SA a fait assigner Monsieur Moussa Larabou et l'huissier de justice Monsieur Ibrahim Salifou Malam Soffo devant cette juridiction en nullité du procès-verbal de saisie de sommes d'argent et du commandement de payer ; d'ordonner la mainlevée de la saisie pratiquée sous astreinte de 1.000.000 F CFA, avec exécution provisoire de la décision sur minute avant enregistrement, en sus des entiers dépens.

BSIC Niger expose qu'en vertu de l'ordonnance n°109 du 5 juillet 2023, Moussa Larabou a procédé le 7 septembre 2023 au niveau de ses guichets à la saisie d'une somme d'argent en espèces d'un montant de 13.550.000 F CFA ; cette saisie a été pratiquée en violation des dispositions des articles 411 du Code de procédure civile et 28 de l'Acte uniforme sur les voies d'exécution puisque Moussa Larabou a exécuté l'ordonnance suscitée sans lui en signifier la grosse ; or il a été jugé que « *le seul prononcé d'une décision ne suffit pas à l'exécuter, la signification étant la condition sine qua non de l'exécution* ».

Ensuite, BSIC Niger observe qu'en application de l'article 592 du Code de procédure civile elle a formé un recours aux fins de sursis à exécution de l'ordonnance n°109 rendue par la Cour d'appel, recours signifié respectivement les 9 et 10 août 2023 à Moussa Larabou et à l'huissier commis par celui-ci ; par conséquent, la saisie qui a été pratiquée le 7 septembre 2023 en violation de l'article susvisé encourt la nullité.

BSIC Niger relève en outre que le procès-verbal de la saisie contestée viole les prescriptions de l'article 100 de l'AUPSRVE puisqu'il n'y est pas indiqué l'élection de domicile du saisissant ; cette mention étant prescrite à peine de nullité, la sanction est automatique conformément à la jurisprudence de la CCJA, qui n'exige pas la preuve d'un préjudice pour celui qui la soulève.

Elle demande enfin l'annulation du commandement de payer parce que figure dans cet acte des frais qui ne sont pas dus ; selon l'article 92 de l'AUPSRVE, le commandement de payer contient à peine de nullité « *le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus...* » ; or conformément aux articles 645 et 650 du Code de procédure civile, les frais de recouvrement de l'huissier qui ont été

mentionnés dans ledit commandement ne sont dus qu'après avoir obtenu l'ordonnance de taxe.

Par des conclusions additionnelles de son avocat en date du 3 novembre 2023, BSIC Niger avance également que les billets de banque qui ont été saisis dans ses guichets sont des biens indispensables à son activité, c'est avec ceux-ci qu'elle assure les retraits et dépôts, ils ne représentent pas ses dividendes ; par conséquent, ces billets sont insaisissables sur le fondement de l'article 55-2° de la loi 63-18 du 22 février 1963.

Elle ajoute que la saisie encourt encore l'annulation pour violation des articles 49 de la loi sur la Cour de cassation et 592 du Code de procédure civile, en ce que le commandement de payer, délaissé le 8 août 2023, n'est pas un acte d'exécution, son rôle est de permettre une saisie sans pour autant rendre indisponibles en tout ou partie les biens du débiteur, il n'est pas une mesure d'exécution forcée ; dès lors, le recours en sursis qu'elle a formé contre la décision a suspendu son exécution, qui à ce moment-là n'avait pas commencé.

Elle finit en soulignant que la saisie viole enfin l'article 104 de l'AUPSRVE du moment où en l'espèce il ressort du procès-verbal que les sommes saisies ont été remises au créancier Moussa Larabou et non consignées entre les mains de l'huissier.

Moussa Larabou a conclu pour sa part, par son avocat le 27 décembre 2023, pour qu'il soit ordonné un sursis à statuer.

Il justifie sa demande par la saisine qu'il a faite du bâtonnier de l'ordre des avocats le 4 décembre 2023 en vue de dénoncer le conflit d'intérêt dont s'est rendu coupable la SCPA MANDELA, conseil de BSIC Niger.

Il rappelle que cette société d'Avocats a occupé dans un premier temps pour la Banque Atlantique du Niger dite BAN dans les procédures de recouvrement de garanties immobilières dirigées contre lui ; après avoir obtenu l'adjudication de ses immeubles il est resté un reliquat à son profit de plus de 42.000.000 F CFA dont ce cabinet ne lui a jamais rendu compte *a fortiori* lui en faire la restitution, en violation de l'article 324 de l'AUPSRVE.

Il affirme que la SCPA MANDELA a utilisé sa connaissance dudit reliquat pour faire pratiquer directement des saisies attributions pour le compte de son autre client à

savoir BSIC ; et sous les conseils avisés de ce cabinet la BAN a remis l'argent ; ce qui l'a obligé à engager plusieurs procédures pour réclamer son argent illégalement détenu par la BAN.

Il indique que la SCPA MANDELA a engagé des procédures tantôt pour BSIC tantôt pour la BAN au mépris des règles déontologiques de sa profession, notamment celles résultant du règlement n°05/CM/UEMOA relatif à l'harmonisation des règles régissant la profession d'avocat dans l'espace UEMOA, en son article 39.

Au cours des débats à l'audience, BSIC Niger s'est dit opposer à la demande de sursis à statuer en relevant que l'issue de la décision du bâtonnier ne peut avoir d'impact par rapport au présent litige en contestation de saisie.

DISCUSSION

Les deux parties, ayant plaidé par l'organe de leurs avocats respectifs, il convient de statuer contradictoirement.

Sur la demande de sursis à statuer

Aux termes de l'article 21, alinéa 2, de la loi 2019-01 du 30 avril 2019 sur les tribunaux de commerce, lorsque le litige commercial comporte un objet pénal, administratif ou social, le tribunal doit sursoir à statuer jusqu'à la décision définitive de la juridiction pénale, administrative ou sociale compétente saisie ;

Il en résulte que le sursis à statuer n'est de droit que lorsqu'il y a une saisine des juridictions pénales, administratives et sociales, et non une juridiction ordinale, comme c'est le cas en l'espèce ;

Toutefois, en dehors des cas prévus à l'article 21 susvisé, il est admis qu'un tribunal puisse décider souverainement de sursoir à statuer dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ; il doit dans ce cas déterminer si l'évènement dans l'attente duquel il lui est demandé d'ordonner le sursis à statuer à l'examen du litige au fond aura ou non un caractère déterminant sur l'affaire en cours qui ne pourra utilement être jugée qu'après sa survenance ;

En l'espèce, la demande de sursis à statuer de Moussa Larabou, qui n'est pas de droit, n'indique pas en quoi la décision du bâtonnier sur un possible conflit d'intérêt de la SCPA MANDELA aura un caractère déterminant sur l'affaire en cours qui ne pourra être jugée qu'après sa survenance ;

Dès lors, faute de justifier du caractère déterminant de sa procédure devant le bâtonnier pour la suite du présent litige qui l'oppose à BSIC Niger et non à son avocat, Moussa Larabou sera débouté en sa demande de sursis.

En conséquence, l'action de la BSIC Niger, faite dans les forme et délai de la loi, est recevable.

Sur la demande en annulation de la saisie

Aux termes de l'article 411 du Code de procédure civile, nul jugement, nul acte ne peut être mis à exécution s'il ne porte la formule exécutoire et s'il n'a été notifié à moins que l'exécution ne soit volontaire ou que la loi en dispose autrement ;

Par suite, l'article 28, al. 1, de l'Acte uniforme portant procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution dispose, qu'à défaut d'exécution volontaire, tout créancier peut, quelle que soit la nature de sa créance, contraindre son débiteur défaillant à exécuter ses obligations à son égard ou pratiquer une mesure conservatoire pour assurer la sauvegarde de ses droit ;

Il découle de ces deux textes qu'en dehors d'une exécution volontaire de son obligation par le débiteur, le créancier qui met en œuvre une mesure d'exécution forcée est tenu préalablement de signifier au débiteur la décision revêtue de la formule exécutoire ; (C.A Niamey, Arrêt n°80 du 3 juin 2020, aff. Dame Fatima Agalher c/ Niger Airlines, BAGRI SA, BOA Niger et BSIC SA) ;

Il ressort en l'espèce des pièces du dossier que Moussa Larabou a fait pratiquer une saisie des sommes d'argent appartenant à BSIC, en exécution de la grosse de l'ordonnance n°109 du 5 juillet 2023 ;

La preuve de la signification par Moussa Larabou de ladite décision, préalablement à la saisie opérée, n'est pas produite au dossier ; et celui-ci ne justifie pas des dispositions particulières le dispensant de cette formalité ; c'est alors à bon droit que BSIC soulève cette irrégularité qui affecte la saisie ainsi opérée ;

Il s'ensuit que faute d'une signification de la décision mise en exécution, la saisie pratiquée 7 septembre 2023 au siège de la BSIC, est nulle ;

Par conséquent, il y a lieu d'ordonner la mainlevée de ladite saisie, et condamner Moussa Larabou à restituer à BSIC Niger la somme de 13.500.000 F CFA.

Pour assurer l'exécution de cette décision, il convient également de faire droit à la demande de BSIC en l'assortissant d'une astreinte de 100.000 F CFA par jour de retard.

Sur l'exécution provisoire

La force exécutoire des décisions du juge de l'exécution, est déterminée à l'article 49, alinéa 2, de l'AUPSRVE selon lequel, le délai d'appel comme l'exercice de cette voie n'ont pas un caractère suspensif, sauf décision contraire spécialement motivée du président de la juridiction compétence » ;

La présente décision est donc exécutoire de droit ; en outre, BSIC Niger n'a pas fait la preuve de circonstances pour que cette exécution soit en plus ordonnée sur minute et avant enregistrement, alors même que l'ordre de restitution est assorti d'une astreinte.

Enfin, il y a lieu de condamner Moussa Larabou aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière d'exécution, en premier ressort :

- **Rejette la demande de sursis à statuer formulée par Moussa Larabou ;**
- **Reçoit la BSIC Niger en son action régulière ;**
- **Dit que la saisie des sommes en espèces pratiquée à la requête de Moussa Larabou le 7 septembre 2023 est nulle pour violation de l'obligation de signification de la décision exécutée ;**
- **Lui ordonne par conséquent la restitution du montant de 13.500.000 F CFA saisi, sous astreinte de 100.000 F CFA par jour de retard ;**
- **Dit que l'exécution provisoire de la décision est de droit ;**
- **Condamne Moussa Larabou aux dépens.**

Avisé les parties de leur droit de relever appel de la présente devant le Président de la Chambre Commerciale spécialisée de la Cour d'appel de Niamey dans le délai de 15 jours de son prononcé par dépôt d'acte au greffe de ce tribunal.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

En foi de quoi la présente ordonnance a été signée, après lecture, par le Président et la greffière.

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 05/02/2024

LE GREFFIER EN CHEF P.I